

Pourquoi l'industrie suisse paie son électricité plus chère que (presque) toutes les autres en Europe

Seul le Royaume-Uni affiche des tarifs d'électricité plus élevés pour les gros consommateurs. La Suisse devrait néanmoins renoncer aux subventions et réorienter plutôt les tarifs d'utilisation du réseau.

Christoph Eisenring, Simon Stocker

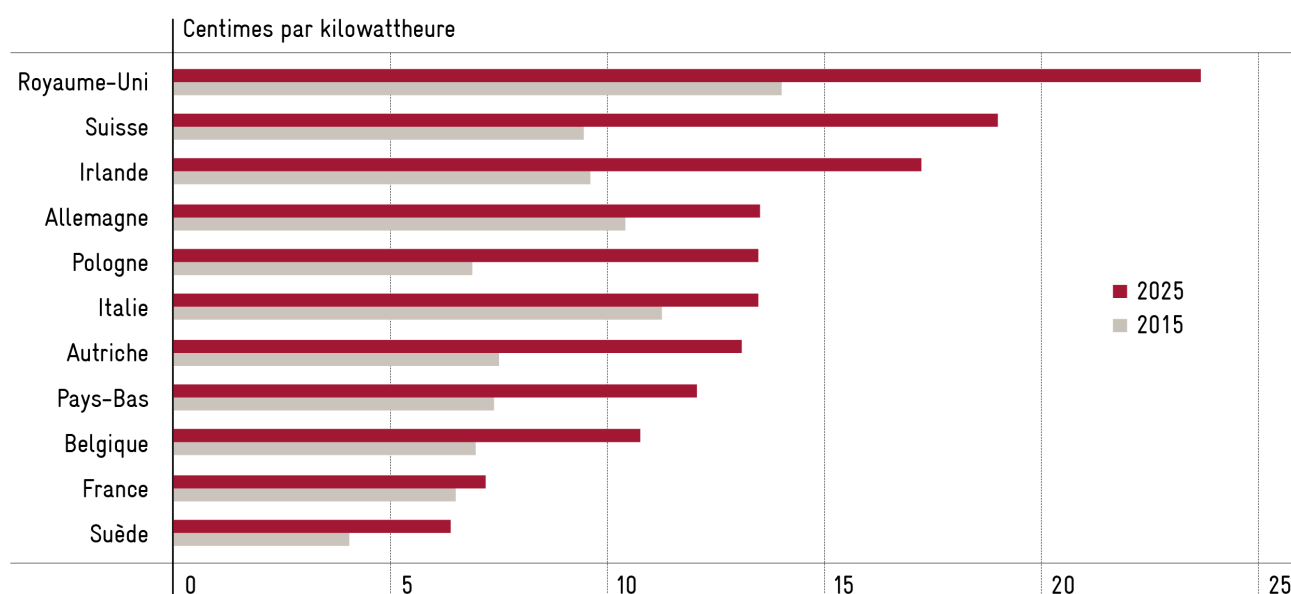
24.04.2026

L'Allemagne craint de perdre son industrie. L'un des arguments avancés est que les coûts de l'énergie ne sont plus compétitifs. Le gouvernement a donc mis en place un programme visant à réduire les coûts d'électricité des entreprises industrielles de plus de 10 milliards d'euros par an.

Ce n'est toutefois pas en Allemagne que l'on paie les prix de l'électricité les plus élevés du continent, mais en Suisse. C'est ce que met en évidence notre nouvelle comparaison internationale des gros consommateurs d'électricité. Cette catégorie regroupe notamment les entreprises industrielles des secteurs du papier, du

Comparaison des prix de l'électricité pour les gros consommateurs

En dix ans, le prix de l'électricité pour les grands consommateurs en Suisse est passé du milieu du classement à un niveau parmi les plus élevés, juste derrière le Royaume-Uni.



Source: Eurostat (2026), OFS (2026), gouvernement britannique (2026), propres calculs. Profils de référence: pays de l'UE et Royaume-Uni, 70 GWh (type IF < 150 GWh); Suisse, type GEK, 20 GWh. Données pour la Suisse hors TVA et supplément réseau. Données pour l'UE et le Royaume-Uni hors TVA et autres taxes de consommation. Les données pour la Suède se réfèrent au premier semestre 2025.

Figure: Avenir Suisse

verre ou de l'acier, ainsi que les entreprises chimiques et les grands centres de données. Dans le cadre de cette analyse, nous avons comparé les données de l'Office fédéral de la statistique avec celles de l'UE et du Royaume-Uni (voir encadré).

La comparaison internationale montre que l'électricité est chère en Suisse pour les gros consommateurs. C'était déjà le cas il y a dix ans, mais la situation s'est encore aggravée depuis : en 2015, les prix de l'électricité pour les entreprises industrielles en Allemagne, au Royaume-Uni, en Irlande et en Italie étaient plus élevés qu'en Suisse. En 2025, la Suisse occupe désormais la deuxième place derrière le Royaume-Uni et devance les 27 Etats membres de l'UE. Dans aucun autre pays de notre comparaison, les prix de l'électricité industrielle n'ont augmenté autant en pourcentage. En Suisse, ils ont doublé en l'espace de dix ans.

La France et les pays nordiques tels que la Norvège, la Suède et la Finlande affichent les prix les plus bas, proches de ceux de **pays tiers comme la Chine, les Etats-Unis ou le Canada**, qui s'élevaient en 2024 à 8 à 9 centimes d'euro par kWh. Le prix suisse est plus de deux fois supérieur.

Avec un prix de l'électricité supérieur à 23 centimes par kWh, le **Royaume-Uni** se trouve en tête du classement européen, une position peu enviable. Cela s'explique notamment par sa situation insulaire, qui complique les échanges avec le continent européen. Une

autre raison est sa **forte dépendance au gaz**, dont le prix a augmenté depuis la guerre en Ukraine.

Ces résultats reflètent toutefois également le fait que plusieurs pays ont pris des mesures ciblées pour soulager leur industrie :

01_ La France fait traditionnellement partie des pays où les prix de l'électricité sont les plus bas pour les gros consommateurs. En Suisse, les coûts sont actuellement 2,5 fois plus élevés qu'en France. En 2015, ils n'étaient que 1,5 fois plus élevés. Cela s'explique par le fait que le gouvernement français a contraint le producteur d'électricité EDF à vendre, jusqu'à fin 2025, une partie de l'électricité produite par les centrales nucléaires à **4,2 centimes d'euro** aux gros consommateurs. Environ la moitié de l'électricité industrielle est soumise à ce régime tarifaire. Depuis cette année, **une nouvelle réglementation** s'applique : si le prix du marché est supérieur à 7,8 centimes d'euro, par exemple, la moitié de la différence par rapport à ce seuil est remboursée à tous les clients pour l'électricité nucléaire, et même 90 % à partir de 11 centimes d'euro.

02_ En Allemagne, la hausse du prix de l'électricité industrielle au cours des dix dernières années a été modérée. Cela s'explique notamment par le fait que les entreprises industrielles allemandes ont été pratiquement exonérées de la taxe sur l'électricité de 1,54 centime par kWh à partir de 2024. Berlin

Encadré : Détails du calcul

Les données présentées dans cet article concernant la Suisse ont été recueillies par l'Office fédéral de la statistique dans le cadre d'une enquête menée auprès des gros consommateurs d'électricité. Nous nous basons ici sur la catégorie dont la consommation est supérieure à 20 millions de kilowattheures (kWh). Cela correspond à la consommation d'au moins 5000 ménages. Ces chiffres sont comparés à ceux des entreprises industrielles des pays de l'UE et du Royaume-Uni qui consomment entre 70 et 150 millions de kWh.

Cette catégorie n'est pas répertoriée en Suisse. Si l'on compare les chiffres suisses à la catégorie européenne de 20 à 70 millions de kWh, l'Irlande est (légèrement) plus chère que la Suisse, tout comme le Royaume-Uni. Si l'on calcule une moyenne pour les Etats membres de l'UE sur les trois catégories 20 à 70 millions de kWh, 70 à 150 millions de kWh et plus de 150 millions de kWh, la Suisse se situe derrière le Royaume-Uni et devant l'Irlande.

Dans les 19 centimes par kWh indiqués dans le graphique pour la Suisse en 2025, le supplément réseau de 2,3 centimes, destiné à promouvoir les énergies renouvelables, est déjà déduit. Les entreprises grandes consommatrices d'électricité peuvent se faire rembourser ce montant, à condition de s'engager à prendre des mesures d'efficacité énergétique. Ceux qui ne le font pas ou qui n'ont pas droit au remboursement paient donc même 21,3 centimes. Les taxes et redevances remboursables sont également déduites des données d'Eurostat.

prévoit désormais d'introduire en outre un tarif réduit pour l'électricité industrielle, qui devrait entrer en vigueur avec effet rétroactif au 1er janvier 2026. L'Etat prendra en charge la différence entre le prix du marché et le prix cible de 5 centimes d'euro par kWh, mais uniquement pour la moitié de la consommation d'électricité au maximum. Ces 5 centimes se rapportent exclusivement au prix d'achat de l'énergie proprement dit. Les frais de réseau, les taxes et les redevances s'y ajoutent. En contrepartie, l'entreprise doit investir davantage dans des mesures d'économie d'énergie. De plus, les tarifs d'utilisation du réseau pour 2026 ont été réduits de manière ponctuelle pour tous les consommateurs.

03_ Au sein de l'UE, de nombreux autres **Etats membres** soulagent leur industrie à l'aide de divers instruments. L'année dernière, la Commission a de nouveau assoupli ses **règles en matière d'aides d'Etat**, pour une durée limitée jusqu'en 2030, afin que les Etats membres puissent accorder à leurs entreprises des réductions pouvant aller jusqu'à 50 % sur la moitié de leur consommation d'électricité.

Les coûts de réseau deviennent un problème

Il existe désormais deux explications possibles au fait que le prix de l'électricité en Suisse soit plus élevé que dans tout autre pays de l'UE. La première est liée aux mesures prises par les Etats membres de l'UE :

01_ **Scepticisme face aux subventions** : Jusqu'à présent, la politique suisse s'est montrée réticente à l'égard des subventions telles qu'elles sont accordées dans de nombreux Etats membres de l'UE. Mais l'année dernière, le gouvernement a dû se plier à une décision du Parlement. En mars 2025, le Conseil fédéral a mis en place des aides transitoires pour les producteurs de fer, d'acier et d'aluminium, valables jusqu'à fin 2028. Dans ce cadre, les coûts de réseau de Stahl Gerlafingen ont été réduits de 13,9 millions de francs. Chez Steeltec à Emmenbrücke, on parle même de 25,5 millions de francs. S'il s'agit d'une inflexion de la politique suisse menée jusqu'à présent, l'enveloppe financière reste modeste par rapport à la somme discutée en Allemagne. En conséquence, cela ne fera pas baisser les prix de l'électricité industrielle.

02_ **Hausse des coûts de réseau** : En 2025, le prix de l'électricité proprement dit, c'est-à-dire hors coûts de réseau, taxes et impôts, était similaire sur le marché de gros en Suisse et en Allemagne. Cela n'a rien de surprenant, car la Suisse est intégrée au marché européen grâce à ses nombreuses lignes de transit. En Suisse, ce sont surtout les coûts de réseau qui ont augmenté depuis 2011. C'est ce que suggèrent les **données de la Commission fédérale de l'électricité**, qui ne recense toutefois que les tarifs de l'approvisionnement de base. Un gros client médian qui achète 7,5 millions de kWh d'électricité via l'approvisionnement de base a payé, en 2011, 4,08 centimes par kWh pour le réseau. Ce montant a grimpé de 63 % pour atteindre 6,64 centimes en 2024, avant de redescendre légèrement à 5,46 centimes en 2025.

Cette baisse entre 2024 et 2025 s'explique par le fait que la réserve d'énergie hydraulique pour l'hiver est devenue moins coûteuse. Mais il ne faut pas se faire d'illusions : les coûts du réseau continueront d'augmenter à moyen et long terme. D'une part, plusieurs centrales de réserve doivent être construites en cas d'urgence. Ces coûts seront répercutés sur les tarifs d'utilisation du réseau. D'autre part, l'intégration de toujours plus d'énergie solaire dans le système nécessite de renforcer le réseau.

Tarification selon le principe de l'utilisateur-payeur et marché intérieur

De ces observations découlent trois recommandations de mesures :

01_ Pour éviter une augmentation continue des coûts du réseau, il faut des signaux de prix corrects. Les entreprises, mais aussi les consommateurs, devraient être récompensés lorsqu'ils concentrent leur demande à des moments où le réseau n'est pas saturé. Il devrait en aller de même pour l'offre, par exemple l'injection d'électricité provenant d'installations solaires. Cela permettrait de réduire les besoins en extensions du réseau. Le réseau ayant une part importante de coûts fixes, les tarifs d'utilisation du réseau devraient se composer d'une combinaison de tarif de puissance et du prix du kilowattheure. Le tarif de puissance serait calculé en fonction de la puissance de raccordement

(kilowatts) du client. Le prix du kilowattheure devrait être calculé en fonction de la charge actuelle du réseau. Le **gestionnaire du réseau de transport Swissgrid** accorde déjà nettement plus d'importance au prix de puissance qu'auparavant.

02_ L'exemple des îles britanniques, dont le raccordement au réseau électrique européen est limité, montre l'importance du marché intérieur de l'électricité. En Irlande et en Grande-Bretagne, les coûts de l'électricité sont donc élevés. Avec l'accord sur l'électricité, la Suisse souhaite garantir l'accès au marché intérieur de l'électricité de l'UE. Cela devrait contribuer à maintenir les prix de l'électricité

bruts (hors taxes et tarifs d'utilisation du réseau) dans notre pays au niveau de ceux des pays voisins.

03_ Il faut renoncer aux subventions accordées aux gros consommateurs. Non seulement celles-ci pèsent sur le budget fédéral déjà tendu, mais ces fonds publics affaiblissent également les signaux de prix et retardent ainsi les processus d'adaptation et les gains d'efficacité. Ce n'est pas un hasard si l'industrie suisse est **plus efficace sur le plan énergétique** que celle de l'Allemagne ou de la France, y compris au sein de certains secteurs. La pression concurrentielle et les prix du marché sont des moteurs importants d'une utilisation économe de l'énergie. •

Auteurs Christoph Eisenring
 +41 44 445 90 02, christoph.eisenring@avenir-suisse.ch
 Simon Stocker
 +41 44 445 90 65, simon.stocker@avenir-suisse.ch
Editeur Avenir Suisse, Zürich

avenir suisse



Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur. Avenir Suisse étant intéressé à la diffusion des idées présentées ici, l'utilisation par des tiers des conclusions, des données et des graphiques de cette œuvre est expressément souhaitée à condition que la source soit indiquée de façon précise et bien visible et que les dispositions légales en matière de droits d'auteur soient respectées.

avenir-suisse.ch info@avenir-suisse.ch +41 44 445 90 00

